

BULLETIN

DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

de l'Association internationale des travailleurs

Paraissant tous les Dimanches.

Abonnements pour l'année 1874 :

En Suisse :

Un an, 8 fr., six mois, 4 fr.

Les abonnements pris auprès des bureaux de poste paient une surtaxe de 20 cent.

L'émancipation des travailleurs

doit être l'œuvre

des travailleurs eux-mêmes.

Abonnements pour l'année 1874 :

Allemagne, fr. 10»60. — Amérique, fr. 16. — Angleterre, fr. 13»20. — Belgique, fr. 10»60. — Espagne, 13»20. — Hollande, fr. 12»20. — Italie, fr. 9»60.

On s'abonne auprès de M. François Floquet, Grande Rue, 143, au Locle (canton de Neuchâtel, Suisse.)

LOCLE, LE 29 MARS 1874.

Association Internationale des travailleurs.

Bureau fédéral.

Le Bureau fédéral invite toutes les Fédérations régionales à lui faire parvenir la liste des questions qu'elles désirent faire mettre à l'ordre du jour du Congrès général, qui se tiendra à Bruxelles, en septembre prochain.

Au nom et par ordre du Bureau fédéral :

Le correspondant,

L. VERRYCKEN,

127, rue Haute, Bruxelles.

Dans un de ses principaux discours, connu sous le nom de *Programme des travailleurs (Arbeiterprogramm)*, le célèbre socialiste allemand Lassalle (1) fait une observation qui nous a semblé profondément juste, et qui est digne de la réflexion de ceux qui s'occupent sérieusement des questions sociales et de la marche générale des affaires contemporaines.

En parlant de la révolte des paysans qui eut lieu en Allemagne en 1525, il dit que ce mouvement, si révolutionnaire en apparence, était au fond *réactionnaire*, parce qu'au lieu de s'appuyer sur un principe *révolutionnaire*, c'est-à-dire *nouveau*, son programme n'était autre chose qu'un développement du principe *ancien* et existant, du principe de la société féodale, d'un principe appartenant à une période historique qui avait fini son temps et allait disparaître. C'est la raison qui, plus que toute autre, explique l'insuccès du mouvement des paysans allemands.

« De nos jours, ajoute Lassalle, nous voyons des hommes très sincères du reste, et souvent très savants, prendre pour un *nouveau principe révo-*

(1) Le fondateur de l'*Allgemeiner deutscher Arbeiterverein* mort en 1864.

lutionnaire ce qui n'est autre chose qu'un rajeunissement, un replâtrage, une expression plus correcte et plus conséquente du *vieux* principe, du principe de la période historique qui finit. »

Combien nous trouverions dans l'histoire des temps modernes, et autour de nous, d'occasions d'appliquer cette remarque si vraie !

Qu'est-ce, par exemple, que le système politique essayé par les jacobins à l'époque de la Révolution française? Sous des noms nouveaux, avec une mise en scène républicaine, n'est-ce pas une application, plus logique, plus géométrique si l'on veut, du vieux principe monarchique d'autorité? Et n'est-ce pas pour cela que le jacobinisme, incarnation mort-née d'un principe trépassé, devait se montrer et s'est montré en effet impuissant à régénérer la société moderne?

Qu'est-ce encore que la prétendue Eglise libérale que nous voyons dresser ses nouveaux autels, aussi bien chez les protestants que chez les catholiques, et qui se flatte, mais en vain, d'attirer à elle les multitudes? Est-ce la manifestation d'un principe révolutionnaire, d'un principe d'avenir? Non, c'est un retour au passé, c'est la reprise d'un principe qui fut celui de sociétés déjà mortes, c'est une restauration plus ou moins exacte d'une Eglise primitive que les coryphées de ce mouvement religieux croient avoir la mission de ressusciter. Ils n'y réussiront pas, parce que le principe ancien ne saurait prévaloir sur le principe nouveau, sur le droit de la raison opposé aux prétentions de la foi.

Mais ne pouvons-nous pas trouver une application plus frappante encore, et retourner contre Lassalle lui-même la maxime qu'il nous a donnée comme la pierre de touche à laquelle nous pourrions reconnaître si une idée est véritablement révolutionnaire?

En effet, le programme de Lassalle, et celui des socialistes allemands en général, se résume ainsi :

S'emparer de l'Etat politique, dont la bourgeoisie tient aujourd'hui les rênes et au moyen duquel elle exploite le peuple à son profit, et transformer cet Etat bourgeois en Etat populaire, en *Volksstaat*. Le moulin dont se sert aujourd'hui la bourgeoisie, disait Lassalle, pourra aussi moudre notre farine.

Or, ce programme est-il fondé sur un principe nouveau, ou ne prend-il pas au contraire pour point de départ le principe qui est à la base de la société actuelle? La transformation qu'on veut opérer ne laisse-t-elle pas intacte l'idée de l'Etat? et si l'on veut procéder révolutionnairement et faire du neuf, n'est-ce pas au principe même de l'Etat qu'il fallait s'en prendre, n'est-ce pas ce principe-là qu'il fallait nier et remplacer par un principe nouveau?

Les partisans de l'Etat populaire sont « des » hommes très sincères et souvent très savants, » qui prennent pour un *nouveau principe révolutionnaire* ce qui n'est autre chose qu'un rajeunissement, un replâtrage, une expression plus » correcte et plus conséquente du *vieux* principe, » du principe de la période historique qui finit. »

Toutefois l'erreur dans laquelle ces citoyens nous paraissent tomber est une de ces erreurs de théorie que l'expérience corrige; et nous voyons déjà se produire des symptômes qui semblent annoncer, en Allemagne, une manière nouvelle d'envisager la question. Il y aura bien peut-être quelques doctrinaires dont les opinions sont toutes faites depuis un quart de siècle, et qui persévéreront quand même dans un système dont ils sont les inventeurs; mais le prolétariat militant saura accueillir les enseignements que lui donnent les événements de ces dernières années; et pour ne citer qu'un fait, l'enthousiasme et l'unanimité avec lesquels a été célébré en Allemagne l'anniversaire du 18 mars, nous font espérer que le programme politique et social de la Commune de Paris deviendra bientôt, des deux côtés du Rhin, le symbole commun des aspirations de tous ceux qui veulent l'affranchissement définitif du travail et la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le peuple suisse aura à voter le 19 avril prochain sur le nouveau projet de Constitution fédérale révisée. Cette fois, cette question de la révision, qui avait si fort passionné les masses il y a un an, laisse le public passablement froid: en vain les radicaux se battent les flancs, pour tâcher de créer un peu d'enthousiasme; ça ne mord pas, les ouvriers s'occupent d'autre chose que du nouveau chiffon de papier que les barons fédéraux nous font la grâce de nous octroyer.

L'an dernier, dans la Suisse allemande, les ouvriers étaient allés au scrutin en rangs serrés pour voter *oui*; aujourd'hui ils sont désillusionnés, hésitants, ne savent trop quelle ligne de conduite ils doivent suivre. Un certain nombre de sociétés ouvrières s'étaient laissées embrigader par l'associa-

tion politique radicale connue sous le nom de *Volksverein*; dernièrement, nous avons vu plusieurs de ces mêmes sociétés, entr'autre celles d'Uster (canton de Zurich), annoncer qu'elles se retiraient du *Volksverein*, parce qu'elles s'étaient aperçues que les meneurs de cette Association n'avaient d'autre but que de se servir d'elles comme d'un bétail électoral.

L'attitude de la *Tagwacht* dans ces circonstances est caractéristique. Elle déclare que les opinions étant très partagées parmi les ouvriers au sujet du projet de Constitution fédérale, la *Tagwacht* gardera la neutralité dans cette question, tout en laissant à ses divers correspondants la liberté de soutenir le pour ou le contre dans les colonnes du journal.

Ainsi, dans la question politique la plus importante qui puisse préoccuper la Suisse, voilà la *Tagwacht* qui pratique le système de l'*abstention*: car c'est de l'abstention, et rien autre chose, que de déclarer qu'on restera neutre, qu'on ne recommandera pas de voter *non*, et qu'on ne recommandera pas non plus de voter *oui*.

Voici, pour notre part, comment nous avons toujours posé la question politique dans nos sociétés ouvrières: la société, comme société, s'abstient; ses membres votent *oui*, votent *non*, ou ne votent pas du tout, suivant leur opinion personnelle; et grâce à la propagande de principes qui a été faite par nos sections, bon nombre d'ouvriers ayant compris que c'est travailler contre leurs propres intérêts que de s'associer à la politique bourgeoise, le nombre de ceux qui ne votent pas du tout devient toujours plus considérable.

Nouvelles de l'Extérieur.

Belgique.

Le Conseil régional de la Fédération belge vient de publier, à l'occasion du Congrès régional qui se tiendra les 5 et 6 avril prochain à Baume, le manifeste suivant, que nous reproduisons à titre de document pouvant résumer les aspirations du prolétariat belge:

Aux Sections et Corporations de la Fédération belge de l'Association internationale des travailleurs.

Compagnons,

La Fédération belge, en décidant le transfert du Conseil régional à Verviers, a montré combien était grande la confiance qu'elle professait dans les sentiments révolutionnaires des internationaux du Bassin de la Vesdre. En leur nom, nous vous exprimons leur reconnaissance et vous assurons que votre espoir ne sera pas trompé.

Partisans déclarés du grand principe de l'*Autonomie*, nos efforts tendront toujours à en propager l'application, afin que les associations ouvrières rejettent de leur sein le despotisme, sous quelque forme qu'il se présente;

Convaincus que la *grève partielle* ne sera jamais un moyen efficace pour assurer les droits du travail sur le capital, l'expérience nous ayant démontré

qu'elle tourne chaque fois, quel qu'en soit le résultat, au désavantage des travailleurs, par la simple raison que nous restons toujours des *salariés*, et nos patrons restent toujours en possession des instruments de travail et du monopole de l'exploitation;

Convaincus en outre que le problème social de l'émancipation du travailleur ne peut se résoudre pacifiquement par l'évolution naturelle de la société, qu'au contraire la société actuelle marche à la *féodalité de l'industrialisme*, et que nos exploités et maîtres ne reviendront jamais sur les principes égoïstes qu'ils professent à l'égard de la classe ouvrière en cherchant à en faire de véritables *machines*;

Que par conséquent la solution de ce problème ne se trouvera que dans le changement radical de la société; changement qui sera amené par la rapacité de nos seigneurs exploités, qui ne ne semblent voir dans l'ouvrier qu'une propriété dont ils peuvent disposer à leur gré;

La situation des travailleurs étant partout la même, et se résumant dans ce mot : **MISÈRE**;

Tout mouvement ayant pour seul but l'organisation des grèves ne pourra parvenir à assurer le triomphe de nos idées émancipatrices.

Les membres du Conseil régional déclarent engager les associations ouvrières à examiner sérieusement la voie révolutionnaire, qui seule pourra assurer le triomphe du travailleur contre le capital.

Tous nos efforts tendront donc à hâter l'organisation complète des forces ouvrières; les travailleurs qui restent encore isolés, apprendront par leur réunion à l'Internationale quels sont leurs *devoirs* et surtout quels sont leurs *droits*.

Instruits de nos droits et sûrs de notre force, nous serons, par ce fait, assurés du triomphe du travail sur l'exploitation.

Telle est, compagnons, la ligne de conduite que nous soumettons à votre appréciation. Nous serons fiers, approuvés par vous, de marcher dans cette voie, et serons heureux si par les efforts que nous aurons faits, nous contribuons quelque peu au triomphe de la Révolution sociale.

Les membres du Conseil régional belge :

P. BASTIN, représentant de la fédération liégeoise.

J.-N. DEMOULIN, représentant de la fédération bruxelloise.

G. GEROMBOU, représentant de la féd. d'Anvers.

L. LINCÉ, représentant de la féd. du Centre.

T. MALEMPRÉ, représentant de la fédération de la vallée de la Vesdre.

J. ERNST, représentant de la féd. gantoise.

E. PIETTE, représentant de la féd. de Charleroi.

On nous écrit de Verviers :

« Le meeting organisé par la fédération de la vallée de la Vesdre pour célébrer le 18 mars à Verviers a eu un succès immense. La salle de réunion était littéralement comble. Le président, J.-N. Demoulin, a ouvert la séance à 8 heures du soir. Les compagnons Meunier, P. Bastin, Gerombou, Maigray, de Verviers, Verrycken, de Bruxelles, et Van den Abeele, d'Anvers, ont pris successivement la parole, et après avoir rendu hommage à la Commune de Paris et à ses vaillants défenseurs, ils ont exprimé des idées éminemment révolutionnaires. Tous ces discours ont été reçus par les plus chaleureuses acclamations. »

Fédération jurassienne.

Un monteur de boîtes nous écrit :

« Voici un exemple de solidarité ouvrière qui mérite d'être rapporté.

» Huit jours avant que la grève des monteurs de boîtes de la Chaux-de-Fonds ne fût terminée, les patrons de cette ville se mirent en campagne pour aller recruter des ouvriers dans toutes les localités environnantes. Deux d'entr'eux se rendirent au village de N. Après avoir débarqué à l'hôtel, ces messieurs envoyèrent à une trentaine de nos collègues des billets par lesquels ils priaient l'ouvrier auquel le billet était adressé, de bien vouloir passer à l'hôtel, où on avait à lui offrir une place *avantageuse*. Les ouvriers qui avaient reçu ces invitations en ont averti immédiatement le président de la section, et après s'être concertés, ils ont jugé à propos de se rendre tous ensemble auprès des deux patrons. C'est ce qu'ils firent. Ils se rendirent donc en masse à l'hôtel et, après avoir entendu les offres des deux patrons, l'un des ouvriers, au nom de ses collègues, déclara à ces Messieurs qu'ils ne seraient jamais *assez lâches* pour aller faire du tort à leurs frères de la Chaux-de-Fonds, et que s'il fallait qu'ils donnent les trois quarts de leur gain journalier pour soutenir leurs collègues en grève, ils le feraient de grand cœur.

» Là-dessus, la discussion s'anima de telle sorte que les deux patrons jugèrent à propos de lever la séance et de rentrer dans leurs pénates tout penauds. »

Puisque nous parlons de la grève des monteurs de boîtes, rectifions en passant les renseignements tout-à-fait erronés qu'un M. Eugène Pichon, de Genève, a envoyés à ce sujet au *Bulletin du mouvement social* à Paris :

« Cette grève, dit le correspondant, est destinée, comme la plupart des grèves, à n'aboutir à aucun résultat. Dans la guerre économique qui est la conséquence d'un état social où n'existe aucun moyen d'assurer la paix, il faut, comme dans toutes les guerres, posséder l'instrument de toute action et de toute résistance... l'argent. Or, cet instrument manque complètement aux grévistes de la Chaux-de-Fonds. »

Nous répondrons à ce chroniqueur pessimiste qu'il est dans une erreur complète. Les grévistes de la Chaux-de-Fonds avaient à leur disposition une trentaine de mille francs, consistant, d'une part, dans le montant de leur caisse, d'autre part, dans les prêts qui leur ont été faits par les sociétés locales et par celles des villages voisins.

M. Eugène Pichon ajoute : « Avant peu, les ouvriers auront une fois de plus jugé, à leurs dépens, du danger de ce moyen de lutte dont l'inefficacité est aujourd'hui incontestable. »

L'événement a victorieusement répondu à ce prophète de malheur. Les grévistes de la Chaux-de-Fonds ont remporté, comme on le sait, l'une des plus éclatantes victoires que nous ayons eu à enregistrer depuis plusieurs années.

Mais qui peut bien être ce M. Pichon que les grèves mettent de si mauvaise humeur? Nous continuons la lecture de sa correspondance, et nous y trouvons un pompeux éloge de la Ligue imaginaire représentée par le journal *l'Union des travailleurs*.

Tout s'explique : M. Pichon est un agent de la bourgeoisie sous les dehors d'un ami de l'ouvrier : c'est un loup déguisé en brebis; il a montré le bout de l'oreille. N'en parlons plus.

Chaux-de-Fonds, 26 mars (Bulletin mensuel de la Commission de correspondance). — La Chaux-de-Fonds ayant été choisie comme lieu de réunion du Congrès annuel de notre Fédération, une commis-

sion du Congrès, composée de cinq membres, a été nommée par la section, outre les détails d'organisation du Congrès, cette commission doit étudier et présenter un rapport sur les deux questions proposées à l'ordre du jour par notre section.

Si le banquet qui avait été projeté pour l'anniversaire du 18 mars n'a pu avoir lieu, en revanche la soirée familière qui l'a remplacée a fort bien réussi; bon nombre de citoyens, parmi lesquels plusieurs de langue allemande, amis de nos principes, quoique n'étant pas de la section, y assistaient; quelques compagnons du Locle aussi nous firent le plaisir de venir fraterniser avec nous. La réunion, qui se prolongea fort tard, se partagea en discussions sur la question sociale, chants socialistes et républicains, et déclamations. A la fin de la soirée une collecte fut faite en faveur de nos malheureux frères déportés, et sur la proposition du compagnon Pindy, il fut décidé que cette somme serait remise au Comité fédéral pour être expédiée, avec celles qui pourraient encore être recueillies, aux déportés condamnés aux travaux forcés.

Le Comité central de la fédération locale fait preuve d'une grande activité dans sa propagande; il vient d'adresser une circulaire aux ouvriers faiseurs de pendants, qui ont déjà une caisse de secours mutuels, pour les engager à se constituer en société de résistance, et dans une assemblée préparatoire des ouvriers de cette partie, à laquelle assistaient des délégués du Comité central, la formation d'une caisse de résistance et son entrée dans la Fédération a été décidée.

La société des faiseurs de ressorts, qui est en même temps caisse de prévoyance et de résistance et dont l'esprit est excellent, vient aussi de demander à entrer dans la fédération.

Dans l'industrie du bâtiment, il n'y a encore, sauf la société des charpentiers, aucune organisation, aussi le Comité central va-t-il, de concert avec le Comité des charpentiers, faire des démarches afin de chercher à grouper les nombreux ouvriers des différentes branches de cette industrie.

Dans notre précédente correspondance nous avons omis un fait assez important: c'est l'entrée de la société des monteurs de boîtes or dans la fédération locale, qui a été votée en assemblée générale à l'unanimité le 8 février dernier.

On voit par ce qui précède que le travail d'organisation ouvrière se poursuit activement dans notre localité et que notre fédération locale peut devenir, si les hommes qui sont à la tête comprennent leur mission, un centre d'action et un point d'appui important dans le mouvement ouvrier de toute la contrée jurassienne.

Des ouvriers boîtiers qui étaient en grève, il en reste une vingtaine qui n'ont pu encore se replacer; ils recoivent la même indemnité que pendant la grève. La société a voté une cotisation hebdomadaire de fr. 2 par membre pour le remboursement des emprunts qu'elle a dû contracter et qui se montent à plus de fr. 30,000; ils calculent que 9 à 10 mois suffiront pour cela.

Il en serait pas inutile de faire un petit calcul pour démontrer par des chiffres l'avantage que trouvent les ouvriers à s'organiser pour la résistance. Le gain moyen de chaque ouvrier boîtier en or peut être

évalué à fr. 40 par semaine; si donc les patrons avaient pu réussir à baisser le tarif du 20 p. 0/0, c'était une perte nette pour chaque ouvrier de fr. 8 par semaine, de fr. 416 par année; en supposant seulement 300 ouvriers travaillant, cela eût fait une perte annuelle de fr. 124,800 pour cette corporation. La dette de fr. 30,000 que la corporation a contractée ne représente donc qu'un quart de la perte annuelle que la baisse de 20 p. 0/0 lui aurait imposée; en d'autres termes, bien qu'elle ait dû dépenser fr. 30,000 pour sa grève, la société des monteurs de boîtes réalise encore dès la première année, par le résultat de cette grève, une différence de fr. 90,000 à son avantage. Il nous semble qu'un résultat semblable doit faire réfléchir les ouvriers sérieux et les engager, à vouer toute leur sollicitude à l'organisation et au maintien des sociétés de résistance.

Hier samedi a paru à la Chaux-de-Fonds une feuille destinée à faire de la propagande électorale en faveur de la bourgeoisie conservatrice (ancien parti royaliste neuchâtelois). Elle s'intitule « la *Jeune République*, organe de l'Association politique ouvrière. »

Cette soi-disant Association politique ouvrière est un mythe destiné à donner le change aux naïfs. Il n'existe pas à la Chaux-de-Fonds d'autre organisation ouvrière que l'Internationale et la Fédération ouvrière locale, dont l'action s'exerce sur le terrain économique et qui sont bien décidées à ne pas donner la main aux partis politiques bourgeois.

La *Jeune République* est tout simplement l'organe d'un groupe de banquiers, de fabricants, d'avocats et d'officiers d'Etat-major, les mêmes qu'il y a six ans ont essayé d'escalader le pouvoir avec l'aide de Coullery, et qui aujourd'hui font une nouvelle tentative. Peine perdue, Messieurs, la ficelle est usée!

Signalé à l'attention des ouvriers du Jura bernois :

On sait qu'il se publie à Porrentruy une feuille immonde appelée le *Pays*, qui sert d'organe à l'ultramontanisme dans sa forme la plus malpropre. Or, voici, à propos de ce carré de papier, la nouvelle injure que le *Progrès* de Delémont, organe des libéraux jurassiens, trouve plaisant de jeter à la face des ouvriers socialistes :

« La nouvelle et formidable alliance du *Pays* avec » l'organe des communistes du Locle, des provinces » basques et de toutes les sections civiles et militaires de l'Internationale, n'est pas un motif suffisant pour justifier de sa part un manque complet » de convenance et de loyauté. »

Nous continuerons à enregistrer les gracieusetés du *Progrès* à notre adresse; le silence prudent qu'il avait observé à notre égard depuis deux mois nous avait fait craindre qu'il ne fût devenu raisonnable, et nous sommes bien aises d'avoir la preuve du contraire; il nous fera plaisir de continuer ses stupides injures, car chacun des articles qu'il écrit contre nous fait perdre à la bourgeoisie libérale quelques voix d'ouvriers qui votaient avec elle.